PUBLIÉ LE 20 SEPTEMBRE 2021

TEMPS DE LECTURE : 5 MINUTES

PAR(S) :

Imprimer l'article

ENERGIES

VOIR LE SOMMAIRE

100% Numérique
2,4° numérique 6,95€
12 mois 83,40€
1 an d'abonnement

Formule Intégrale
2,4° papier 8,75€
12 mois 105€
1 an d'abonnement

Souhaitez notre magazine en format un don.

PAYER PAYPAL

20€ 50€ 100€

€ Montant personnel

Limiter mes annonces
Masquer cette zone de votre
Ajouter votre avis sur
Ajouter votre flux des donateurs

Suivant

Financez ses Dons/Legs

Inscrivez-vous gratuitement à la newsletter de Transitions & Energies.

Email
Prénom
Nom
Je m'inscris

L'Agenda des événements

PUBLIÉ

Les lobbys éoliens et solaires, au bord de la crise de nerfs, mobilisent tous leurs relais

par LA RÉDACTION

Les industriels des renouvelables intermittents et leurs réseaux sont en transe. Ils multiplient les interventions via leurs relais dans les médias et l'appareil d'État. Ils crient à la catastrophe pour obtenir l'adoption de toute urgence par décret du nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, de la Programmation pluriannuelle de l'énergie. Elle stipule des investissements massifs pendant dix ans dans l'éolien et le solaire. Problème, le pays n'en a absolument pas besoin. Il produit déjà et en surabondance de l'électricité décarbonée et les projets renouvelables déjà déposés et en cours d'instruction sont considérables et représentent pas moins de 52 GW de capacités, 30 réacteurs nucléaires EPR comme celui de Flamanville... Un enjeu essentiel malheureusement totalement déformé et pollué par des considérations avant tout idéologiques et politiques. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre les renouvelables, mais de regarder la réalité en face. La France n'a aujourd'hui ni les moyens financiers ni aucun intérêt technique et économique, au contraire, à se lancer dans de nouveaux investissements de ce type avec un réseau qui gère déjà difficilement la surproduction aléatoire éolienne et solaire. Céder aux industriels des renouvelables reviendrait uniquement à privilégier des intérêts particuliers et corporatistes au détriment de l'intérêt général.

Le débat public par médias interposés sur la désormais trop fameuse PPE3 (Programmation pluriannuelle de l'énergie, version 3) est [illegible] Les fébriles des renouvelables intermittents, éolienne et solaire, mobilisent tous leurs relais et crient à la catastrophe si la PPE n'est pas adoptée par décret de toute urgence. Il s'agit d'obtenir avec le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, qu'elles n'aient pas obtenu [illegible] Et elles ont fait donner les ministres démissionnaires. [illegible] et de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher.

Le scénario évoqué [illegible] à la fin de la semaine dernière avec une PPE accompagnée d'un moratoire de quelques mois sur de nouveaux parcs éoliens terrestres, le temps de mesurer précisément leurs coûts réels et les vrais besoins de la France, les a mis en transe. Mais l'article a obtenu l'effet escherché. Torpiller le moratoire en question. Cette possibilité a aussi été détentrie presque immédiatement par Sébastien Lecornu [illegible] *Cette information est complètement fausse et mensongère* [illegible] *Il ne est pas question de revenir sur nos ambitions énergétiques car la décarbonation est une priorité pour notre souveraineté. Il faut sortir de certaines dépendances* », a-t-il affirmé. Et dans la plus pure tradition macronienne, le Premier ministre a aussi ajouté « *qu'aucune rente ne sera tolérée, n'en déplaise à certains lobbys* » Compresse qui pourra. Le problème avec les contrats garantis par l'État sur 15 ou 20 ans pour les parcs éoliens et solaires est qu'ils ont tout d'une rente donnée à la plupart du temps à des intérêts privés : accès prioritaire au réseau (désormais saturé) et cela n'est pas possible) et prix de vente garantis.

Des investissements coûteux et inutiles

Mais le principal problème aujourd'hui, c'est que la France n'a pas besoin du tout de cette production supplémentaire intermittente d'électricité. Contrairement au discours martelé dans les médias par le lobby renouvelable, qui ne défend que ses intérêts, le pays n'a aucune raison objective de se précipiter dans de nouveaux investissements... à la fois inutiles et très coûteux.

Avec une dette publique, un niveau de déficit public et des taux d'intérêt sur les obligations d'État qui en font l'homme malade de la zone euro. Avec un réseau électrique malmené et fragilisé par la pression technique et économique résultant de la surabondance aléatoire et difficile à gérer des productions d'électricité intermittente, éolienne et solaire. Ce qui se traduit par des épisodes toujours plus fréquents et aberrants de prix proches de zéro et même négatifs sur le marché de gros de l'électricité. Avec la nécessité de ce fait de réduire de plus en plus fréquemment le niveau de production des réacteurs nucléaires, ce qui finit par peser des problèmes de maintenance et affecte leur durée de vie... au moment où elle est prolongée.

La France produit beaucoup bien plus d'électricité décarbonée qu'elle n'en a besoin

Enfin et surtout, la France produit [illegible] bien plus d'électricité qu'elle n'en a besoin. Le pays produit une électricité déjà décarbonée, à 95% en 2024, et en surabondance par rapport à ses besoins stagnants et même diminuant. Une dernière, [illegible] et a donné battu des records d'exportation d'électricité. Céder aux industriels des renouvelables revendrait tout simplement à privilégier des intérêts particuliers et corporatistes au détriment de l'intérêt général.

Car même s'ils sont déformés et pollués par les discours idéologiques et politiques, les faits sont têtus. Et même si le Syndicat des énergies renouvelables dénonce un « *déni démocratique* » et un « *déni énergétique* », il va jusqu'à affirmer que le moratoire permettrait aux énergies fossiles de sortir « *grandes gagnantes* ». On ne voit pas vraiment comment...

Landing.kylii.com

Attirez plus de visiteurs Salle immersive clé en main Découvrez la Kylii Room : une salle immersive clé en main et rentable.

OUVRIR

Pourquoi [illegible] qu'ils soient ÉFEIF, de RTE, du CEA ou [illegible] ne [illegible] Sont le même constat. Il suffit juste pour se faire une opinion de [illegible] avec laquelle RTE informe les Français en temps réel de la production électrique, de la demande et du prix de l'électricité.

Le constat se décline en sept points.

1)-Jamais depuis 2005 la France n'a connu une demande d'électricité aussi faible, en raison de sa croissance asthénite, de la [illegible] et de la hausse des prix qui freine la consommation des ménages.

2)- Jamais le surplus quotidien de production d'électricité n'a été aussi élevé, entraînant très souvent une chute des prix spot à zéro ou à des valeurs négatives lorsque le vent et le soleil activent les productions éolienne et surtout photovoltaïque.

3)- Du coup, jamais le coût budgétaire des dédommagements à payer aux producteurs de renouvelables intermittents n'a été aussi élevé, soit au titre des prix minima que l'État leur a garanti, soit pour les dédommager des arrêts de production que RTE doit leur imposer pour éviter un black-out. Car le danger de black-out existe tout autant avec une sous-production qu'avec une surproduction. Livrempie engagnol du 28 avril dernier [illegible]

4)-Jamais EDF n'a été autant contraint de ralentir sa production nucléaire pour absorber le trop plein d'électricité éolienne ou solaire, ce qui a un impact sur sa rentabilité et la maintenance des réacteurs.

5)-Jamais la puissance installée en production électrique éolienne n'a été aussi élevée en France, et la croissance aussi rapide, pouvoirlle représente aujourd'hui une puissance équivalente à celle de 45 réacteurs nucléaires. Le parc nucléaire en activité est passé de 57 réacteurs à 57 aujourd'hui, ce qui représente pourtant selon les années environ 70% de la production avec, il est vrai, un facteur de charge sans commune mesure avec celui des renouvelables intermittents... Mais ce n'est pas tout.

6)-Car jamais le nombre de dossiers pour de nouveaux projets éoliens et solaires déposés et en cours d'instruction dans les préfectures n'a été aussi élevé. Il représente 52 GW de capacités, dont 69% de solaire, ce qui équivaut à 30 réacteurs supplémentaires dernier cri du type de l'EPR de Flamanville... Et tout cela avant même les nouveaux appels d'offre que prévoyait d'autoriser la PPE 3 !

7)-Selon les données plus larges recensées par le Cerémé (qui est actionnaire de la société éditrice de Transitions & Energies), il existerait déjà aujourd'hui en service en France 52 GW de capacités de renouvelables intermittents. Il y aurait également 52 GW en attente de construction et/ou de raccordement, 19,5 à 24,5 GW en instruction et entre 12 à 5 GW en attente d'une décision de la justice administrative. Cela représente un total de capacités comprès entre 125 et 135 GW, deux fois celui du parc nucléaire (63 GW)...

Mettre en péril la transition avec une nouvelle envolée des prix de l'électricité

Conclusion évidente, le moratoire est sage nécessaire. Si l'État poursuit la construction massive d'équipements supplémentaires solaire et éolien, il va mécaniquement augmenter son déficit budgétaire et son endettement et le prix de la facture d'électricité car il faudra faire aussi payer les consommateurs. Le contribuable, la compétitivité des industriels et donc les consommateurs en seront les victimes. Pour rien...

Il y a même encore plus grave. Cela mettra en péril la transition énergétique. Car elle passe obligatoirement, pour décarbonner la consommation d'énergie, par l'électrification des usages dans les transports, l'industrie, le chauffage et la climatisation des bâtiments. Mais cette électrification des usages ne se fera pas si les prix de l'électricité sont trop élevés. Ce n'est pas pour rien si la consommation d'électricité n'est pas du tout au rendez-vous depuis des années, que ce soit en France [illegible] A tel point que l'Allemagne a décidé de [illegible] qui est pourtant le cœur de sa stratégie énergétique depuis quinze ans... Une stratégie qui [illegible]

Facebook Twitter LinkedIn

RÉDACTEUR : ALAIN FRANKIN-RUNACHER, BLACKOUT, FRANCE, FRANCOIS PULLIAS, FRANÇOIS BAYROU, GOUVERNEMENT FRANÇAIS, LIBRE RADICALE(LR), MARC FERRACCI, PPE, PPE3, PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ENERGIE, SÉBASTIEN LECORNU

À PROPOS DE L'AUTEUR

La rédaction

Newsletter

Inscrivez-vous gratuitement à la newsletter de Transitions & Energies

Email
Prénom
Nom
Je m'inscris

VOIR AUSSI

FRANCE
Transition verte: peut-on vraiment comparer les contribuables aux milliards versés et au pétrole?
par LA RÉDACTION - 17 septembre 2025

FRANCE
« Pour la Cour des comptes, EDF doit impérativement changer de stratégie »
par LA RÉDACTION - 17 septembre 2025

FRANCE
Plus d'électricité ou « mieux » d'électricité: la France doit choisir
par LA RÉDACTION - 17 septembre 2025

FRANCE
À la fin, qui prendra en charge le coût des assurances ?
par LA RÉDACTION - 17 septembre 2025

FRANCE
« La guerre pour le contrôle des minéraux stratégiques passe par l'Afrique »
par LA RÉDACTION - 12 septembre 2025

FRANCE
« Le chèque énergie sauvé par le gouvernement Bayrou »
par LA RÉDACTION - 12 septembre 2025

FRANCE
« 0 Ballati détruite EDF »
par LA RÉDACTION - 10 août 2025

FRANCE
« Le fameux scénario Zéro Emission Net est malheureusement une fiction »
par LA RÉDACTION - 10 août 2025